

# Vervoort : « Le CDH ne peut pas avoir un pied dehors et un pied dedans »

RÉGION BRUXELLOISE Le ministre-président redoute une « posture intenable » du CDH

► À l'approche de la rentrée bruxelloise, Rudi Vervoort redoute un travail de sape du CDH dans les médias et au parlement.  
► Il appelle les centristes à être loyaux par rapport à l'accord de majorité.

La rentrée se rapproche pour le gouvernement du ministre-président Rudi Vervoort (PS). Ce dernier réunira ses troupes le jeudi 7 septembre, dans un contexte inédit : avec un partenaire, le CDH, qui se désolidarise de la majorité. En juillet, la ministre centriste Céline Fremault a dénoncé la présence de membres des cabinets Vervoort et Smet à un séminaire du Samusocial en février, suspectant des « jeux d'influence » derrière son dos... Un mois après, le ministre-président commente : « Je m'en suis expliqué avec elle. Elle a évité les attaques personnelles. On sait que c'était du service commandé. Au fond d'elle-même, cela doit générer un malaise. Souvenez-vous au début de l'affaire du Samusocial, tout le monde se cachait derrière moi en me demandant d'y

aller par rapport à Yvan Mayeur. Et après, à moi qui me suis exposé dans cette affaire, on vient me dire ça ? C'est un peu violent. »

Mais Rudi Vervoort semble prêt à dépasser cela, car il a, dit-il, « le sens des responsabilités ». Son objectif : avoir un gouvernement qui fonctionne. Et à un peu plus d'une semaine de la reprise, il lance un appel à son partenaire CDH : « Nous avons un contrat encore un an et demi, nous devons aller jusqu'au bout, aussi loin qu'on peut. Mais à ce moment-là, il faut devenir à nouveau loyal par rapport à l'accord et ne pas avoir un pied dedans, un pied dehors. Il faut se définir par rapport à ce contrat. Nous, on est prêt pour continuer à l'exécuter. Mais

je ne veux pas de quelque chose de bancal. Franchement, en termes d'image, si c'est pour voter et faire tout ce qu'il faut et puis aller se répandre dans la presse pour dire "ce n'est plus possible avec eux", cela ne va pas non plus ! »

Autre configuration que le ministre-président rejette : celle d'un travail de sape au parlement bruxellois. Détails : « S'ils commencent à s'amuser avec des absentions au moment des votes, cela ne va pas. Ni de commencer à pourrir l'ambiance, le climat au niveau du parlement. Ce n'est pas

faisable, pas supportable ! Cela va irriter les autres groupes de la majorité. S'ils commencent à déposer des résolutions critiquant la majorité avec le MR, où est-ce qu'on va ? Ce serait de l'irresponsabilité totale. »

## Sauver la Communauté... en conviant les Bruxellois

D'autant qu'il reste encore du pain sur la planche. Mobilité, urbanisme, budget, gouvernance... : les grands chantiers ne manquent pas (lire ci-contre). Certains sont déjà bien entamés, mais d'autres nécessitent des décisions, comme celui des allocations familiales. Sur ce dossier, Rudi Vervoort reproche au CDH

de Benoit Lutgen d'absolument vouloir reproduire, à Bruxelles, le modèle wallon, « alors que les cinq autres partis sont d'accord sur notre modèle, qui convient mieux à la réalité bruxelloise ». « Bruxelles n'est pas l'annexe de politiques qu'on mène en Wallonie ou en Fédération Wallonie-Bruxelles, précise-t-il. Si on nous confie les allocations familiales, ce n'est pas pour reproduire ce que font les Flamands et les Wallons. »

Comment résoudre l'équilibre délicat à la Fédération, prise en étau entre les deux Régions aux

majorités désormais asymétriques ? Pour Rudi Vervoort, « sauver la Fédération passera par une révolution des mentalités de certains » : « Il faut considérer que, quand on négocie un accord de majorité à la Fédération, on met autour de la table les Bruxellois et les Wallons. Cela n'a pas été le cas en 2009 et 2014. Les priorités bruxelloises dans l'enseignement, la culture... doivent se retrouver dans l'accord. »

Si les Bruxellois sont autour de la table, la Fédération aura du sens, assure-t-il. Même avec des majorités asymétriques : « On n'est pas condamné à avoir des majorités identiques en Wallonie

et à Bruxelles, d'ailleurs il y a toujours eu des différences. » A ce propos, un dernier « scud » à l'intention de Benoit Lutgen : « C'est très curieux : aujourd'hui, Défi est sommé de venir autour de la table alors qu'on les a gentiment éjectés en 2014. Il aurait été logique à ce moment-là que Défi, dans la majorité à Bruxelles, se retrouve à la Fédération. Je ne me suis jamais expliqué pourquoi. Symboliquement, c'était logique et on n'en a pas voulu. Et aujourd'hui on dit qu'ils sont des mauvais francophones car ils refusent de monter. C'est quoi cela ? » ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

**LES DOSSIERS****Du pain sur la planche**

Voici les chantiers de rentrée du gouvernement bruxellois.

► **La gouvernance** : une série d'ordonnances viennent de revenir du Conseil d'Etat. Elles portent sur un meilleur encadrement des structures comme les intercommunales, ASBL et paracommunales ainsi que sur la limitation des rémunérations des élus. Rudi Vervoort a l'intention de les mettre à l'ordre du jour du premier gouvernement.

► **L'aménagement du territoire** : développement de la première phase du projet Josaphat, poursuite des discussions avec la SNCB pour l'acquisition du site de la Gare de l'Ouest, acquisition du site des casernes d'Etterbeek, réforme du Code bruxellois de l'aménagement du territoire, révision du règlement régional d'urbanisme, musée Citroën...

► **La mobilité** : poursuite du plan pluriannuel d'investissement des tunnels (finalisation du dossier de rénovation du Léopold II), meilleure coordination des chantiers, chantier de l'E40...

► **Le budget** : bouclage du dernier « budget utile » de la législature, celui de 2018.

A.-C.B.